



ARRÊTÉ TEMPORAIRE N°2025/455T

Arrêté portant interdiction de stationnement et restriction de la circulation, dans le cadre des travaux de dévoiement du réseau d'eaux usées pour le projet TRAM13, au 2 boulevard de l'Europe, à Poissy, jusqu'au 4 juillet 2025

Le Maire,

Vu la demande en date du 24 avril 2025, par laquelle la Société Eiffage Génie Civil Réseaux sollicite des mesures de restriction de stationnement et de circulation, afin d'effectuer des travaux de dévoiement du réseau d'eaux usées pour le projet TRAM13, au 2 boulevard de l'Europe, à Poissy, jusqu'au 4 juillet 2025,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2122-21, L. 2122-24 et L. 2212-1 et suivants,

Vu le Code de la route, notamment les articles L. 110-3, L. 325-1 et suivants, L. 411-1 et suivants, R. 325-1 et suivants, R. 411-1 et suivants, R. 412-26 et suivants et R. 417-1 et suivants,

Vu le Code de la voirie routière, notamment les articles L. 113-2 et L. 116-2,

Vu le Code de la sécurité intérieure, notamment l'article L. 511-1,

Vu le Code de l'environnement, notamment l'article L. 541-2,

Vu le Code pénal, notamment les articles R. 131-41 et R. 610-5,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 22 octobre 1963,

Vu la permission de voirie délivrée par la Communauté Urbaine Grand Paris Seine et Oise sous le n° P-2025-POI-0769,

Vu l'arrêté permanent n° 2018/1205P du 25 octobre 2018, réglementant la circulation des véhicules de plus de 3,5 tonnes, dans diverses voies, de Poissy,

Vu l'arrêté permanent n° 2022/800P du 4 juillet 2022, portant délégation de fonctions et de signature à Monsieur Georges MONNIER, deuxième adjoint au Maire, délégué aux espaces publics, à la propreté urbaine et à la commande publique,

Considérant que des travaux de dévoiement du réseau d'eaux usées pour le projet TRAM13 doivent être réalisés par la Société Eiffage Génie Civil Réseaux, au 2 boulevard de l'Europe, à Poissy, jusqu'au 4 juillet 2025,

Considérant que dans le cadre de ces travaux, la Société Eiffage Génie Civil Réseaux utilisera un véhicule de plus de 3,5 tonnes,

Considérant qu'il importe dès lors d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique, ainsi que celle des intervenants,

Considérant qu'il est donc nécessaire de réglementer la circulation et le stationnement,

ARRÊTE :

Article 1 :

Jusqu'au 4 juillet 2025, dans le cadre des travaux de dévoiement du réseau d'eaux usées pour le projet TRAM 13, au 2 boulevard de l'Europe, à Poissy :

- Une déviation pour les piétons sera mise en place dans l'emprise des travaux,
- Le stationnement sera interdit boulevard de l'Europe, à Poissy

Phase 1 et 4 :

- La circulation sera interdite boulevard de l'Europe entre le rond-point de l'Europe et la rue de la Faisanderie, à Poissy et les véhicules seront déviés par :
 - Le boulevard Robespierre, la rue Saint Sébastien et la rue des Prés, à Poissy,

Phase 2 et 3 :

- La circulation sera interdite boulevard de l'Europe entre la rue de la Faisanderie vers le rond-point de l'Europe à Poissy et les véhicules seront déviés par :
 - La rue des Prés, la rue Saint Sébastien, et le boulevard Robespierre,
- La circulation boulevard de l'Europe entre le rond-point de l'Europe vers la rue de la Faisanderie sera déportée sur la voie opposée.

Un accès sera maintenu pour les véhicules de secours et aux parkings de Stellantis.

Article 2 :

Jusqu'au 4 juillet 2025, la Société Eiffage Génie Civil Réseaux sera autorisée à emprunter des voies interdites à la circulation des véhicules de plus de 3,5 tonnes en dérogation de l'arrêté permanent n° 2018/1205P du 25 octobre 2018.

Article 3 :

Le bénéficiaire aura la charge de mettre en place la signalisation temporaire réglementaire correspondant aux prescriptions énoncées dans le présent arrêté, de part et d'autre du chantier. Il sera responsable des conséquences résultant d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation.

Article 4 :

Le bénéficiaire devra veiller à :

- maintenir les trottoirs et chaussées propres ;
- réduire au maximum la gêne apportée aux riverains ;
- maintenir un cheminement piétonnier continu et sécurisé ;
- évacuer par ses propres moyens tous les déchets générés (cartons et emballages) conformément à l'article L. 541-2 du code de l'environnement.

Article 5 :

Les infractions au présent arrêté seront constatées et sanctionnées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6 :

Seront considérés comme gênants, au sens de l'article R. 417-10 du Code de la route, les véhicules en infraction avec les dispositions susvisées. Ces véhicules pourront être mis en fourrière par les soins des services de police, aux frais de leurs propriétaires.

Article 7 :

Le Directeur Général des services et le Responsable de la police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 8 :

Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité (publication, affichage, ou notification), auprès du Tribunal Administratif de Versailles (56, avenue de Saint-Cloud, 78000 VERSAILLES) ou par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr.

Poissy, le 25 avril 2025

**Pour le Maire et par délégation,
Georges MONNIER**

#signature#

**Le Deuxième Adjoint,
Délégué aux espaces publics,
À la propreté urbaine et à la commande publique**

Document publié sur le [site de la ville](#) le 25/04/2025